

Jacques Rouillard

Historien, département d'histoire, Université de Montréal

(1998)

“LA RÉVOLUTION TRANQUILLE, RUPTURE OU TOURNANT ?”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques ROUILLARD

“LA RÉVOLUTION TRANQUILLE, RUPTURE OU TOURNANT ?”

Un article publié dans la revue **Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes**, vol. 32, 4 (hiver 1998), pp. 23-51.



M Rouillard, historien, professeur au département d'histoire de l'Université de Montréal, nous a accordé le 4 décembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement cet article dans *Les Classiques des sciences sociales*.



Courriel : jacques.rouillard@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 8 décembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

Introduction

- 1) Développement économique et urbanisation
- 2) La structure sociale

La bourgeoisie industrielle

La classe ouvrière

- 3) La pensée libérale

Tableau 1. Répartition de la population active dans les industries secondaires, 1911-1971 (en %)

Tableau 2. Répartition de la population active au Québec selon l'origine ethnique, 1931 (en %)

Tableau 3. Pourcentages de la population urbaine, 1901-1961

Tableau 4. Pourcentages de la population dans les villes de plus de 10,000 et 30,000 habitant

Tableau 5. Pourcentages de la population dans les villes de plus de 10,000 habitants

Tableau 6. Pourcentages de la population urbaine selon la taille et l'origine ethnique

Tableau 7. Propriétaires et gérants dans certains secteurs industriels selon l'origine ethnique au Québec (en %)

Tableau 8. Niveau de syndicalisation

Tableau 9. Indice des jours personne perdus par 100 salariés

Jacques Rouillard

“LA RÉVOLUTION TRANQUILLE, RUPTURE OU TOURNANT ?” *

Département d'histoire, Université de Montréal

Un article publié dans la revue **Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes**, vol. 32, 4 (hiver 1998), pp. 23-51.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La Révolution tranquille a donné lieu à un foisonnement de travaux qui sont de la plume non pas tant d'historiens que de spécialistes de sciences humaines. Ils ont interprété cet événement et le comprennent souvent encore comme une rupture dans l'évolution du Québec. Leur explication s'est largement répandue au point de faire partie intégrante maintenant de la mémoire collective des Québécois et elle colore aussi grandement l'opinion que les Canadiens anglais se font de l'histoire du Québec.

Cet événement, qui débute avec l'élection du gouvernement libéral en 1960 et les réformes qu'il met de l'avant jusqu'en 1966, marque, selon cette interprétation, la fin de la «grande noirceur», la conclusion d'un long moyen âge et l'entrée des francophones dans l'ère moderne. «Le Québec faisait peau neuve, écrit Fernande Saint-Martin, ac-

* Je remercie Éric Leroux pour l'aide apportée à la compilation de données statistiques tirées des recensements.

cueillant après des siècles de retard la philosophie des Lumières...»¹. L'image qui ressort du Québec d'avant la Révolution tranquille, c'est celle d'une société conservatrice, essentiellement rurale où l'Église catholique avait une influence déterminante. Cette société engourdie, qui traditionnellement, soutient-on, ne réagissait que pour des motifs nationalistes, se serait réveillée brutalement au début des années 1960 pour adopter un système de valeurs et des orientations mieux en accord avec le monde moderne.

Cette interprétation de l'histoire du Québec commence à être articulée au milieu des années 1950 par un groupe d'intellectuels qui luttent pour une transformation de la société québécoise². Déçus du conservatisme ambiant, ils se proposent de sortir le Québec de sa léthargie pour lui faire adopter des valeurs mieux en accord avec une société industrialisée et urbanisée. Ils développent la thèse du «retard» du Québec francophone par rapport aux autres sociétés nord-américaines et la nécessité de se transformer pour accéder à un développement dit "normal". Leur projet se réalise finalement avec l'élection du gouvernement Lesage en 1960 et les politiques qu'il met en œuvre. L'action gouvernementale de 1960 à 1966 permet finalement la modernisation tellement attendue du Québec. La Révolution tranquille confirme donc la lecture que se font ces intellectuels de l'histoire du Québec.

Les premiers artisans de cette interprétation sont surtout des sociologues (la discipline commence alors à s'institutionnaliser) qui s'inter-

¹ Fernande Saint-Martin, "Les nouveaux intellectuels", dans Robert Comeau (dir.), Jean Lesage et l'éveil d'une nation, Montréal, PUQ, 1989, p. 255.

² Jocelyn Létourneau montre bien la construction historique à laquelle cette intelligentsia s'est adonnée ("Le Québec moderne", un chapitre du grand récit collectif des Québécois", *Revue française de science politique*, 42, 5 (octobre 1992), p. 765-785; "La production historique courante portant sur le Québec et les rapports avec la construction des figures identitaires d'une communauté communicationnelle", *Recherches sociographiques*, 36, 1 (1995), pp. 9-17).

rogent sur le sens à donner au passé récent du Québec ³. On y trouve les figures de Jean-Charles Falardeau, Fernand Dumont, Marcel Rioux, Jacques Dofny et Hubert Guindon ⁴. Ils subissent alors l'influence de sociologues américains de l'École de Chicago qui adhèrent à la théorie du passage de la société traditionnelle à la société moderne. Deux d'entre eux, Horace Milner dans les années 1930 et Everett C. Hughes dans la décennie suivante, viendront étudier la société québécoise en appliquant ce modèle d'explication. Les historiens pour

-
- ³ Marcel Fournier et Gilles Houde, "La sociologie québécoise et son objet: problématique et débats", *Sociologie et sociétés*, 12, 2, 1980, p. 29. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] Il est significatif que Jean-Charles Falardeau, alors étudiant à l'École des sciences sociales de l'université Laval, se sente frustré de ne pas avoir été mis en contact avec l'histoire récente du Québec et du Canada. Devenu professeur en 1943, il s'emploiera dans ses travaux à faire le pont entre le "passé idéalisé" de l'abbé Groulx et "l'énigmatique avenir" (J.-C. Falardeau, "Itinéraires sociologiques", *Recherches sociographiques*, 15, 2-3 (mai-déc. 1974), pp. 219-220). [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- ⁴ Signalons parmi les principaux textes qui reflètent cette interprétation: J.-C. Falardeau, "Les Canadiens français et leur idéologie", dans Mason Wade (dir.), *La dualité canadienne. Essais sur les relations entre Canadiens français et Canadiens anglais - Canadian Dualism. Studies of French-English Canadian Relations*, Québec/Toronto, PUL/UTP, 1960, p. 20-38; Jean-Charles Falardeau, "Des élites traditionnelles aux élites nouvelles", *Recherches sociographiques*, 7, 1-2 (janv.-août 1966), pp. 131-145; Fernand Dumont, "La représentation idéologique des classes au Canada français", *Recherches sociographiques*, janv.-avril 1965, pp. 9-22; Jacques Dofny et Marcel Rioux, "Les classes sociales au Canada français", *Revue française de sociologie*, III, 3 (juillet-sept. 1962), pp. 290-300; Hubert Guindon, "The Social Evolution of Quebec Reconsidered", *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 26 (nov. 1960), pp. 533-551. La génération de sociologues qui suit abondera dans le même sens. Le collectif dirigé par Pierre Elliott Trudeau, *La grève de l'amiante* (Montréal, Cité libre, 1956), est important comme véhicule de diffusion de cette vision de l'histoire du Canada français. Pour un bon survol de la sociologie québécoise à ce propos, voir Marcel Fournier et Gilles Houde, "La sociologie québécoise et son objet: problématique et débats" *Sociologie et sociétés*, XII, 2, 1980, pp. 21-43; et Gilles Bourque, "Société traditionnelle, société politique et sociologie québécoise, 1945-1980", *Cahiers de recherche sociologique*, 20, 1993, pp. 45-82.

leur part s'intéressent peu à l'histoire du 20^e siècle dans les années 1950 et 1960; ils ont tendance à faire porter leurs recherches sur des périodes plus lointaines ⁵. Ce qui ne veut pas dire que leurs écrits ne soient pas influencés par l'interprétation qui se dégage des travaux sociologiques et des débats qui animent la société. Mais toujours est-il que la représentation qui fait de la Révolution tranquille le point de départ du Québec moderne s'impose graduellement comme explication dominante dans les années 1960. On la retrouve relayée dans la population par les médias d'information et les manuels d'histoire.

Cette construction du passé va être remise en cause à mesure que les historiens vont faire porter leur recherche sur le 20^e siècle québécois. Cette période est devenue un objet d'étude privilégié pour la jeune génération d'historiens à partir du début des années 1970. Les travaux de plusieurs d'entre eux, qui se fondent cette fois sur une recherche approfondie, vont permettre d'apporter un nouvel éclairage à

⁵ Les analyses de contenu de la Revue d'histoire de l'Amérique française, de loin la principale revue où publient les historiens francophones, montrent que seulement 14% des articles publiés avant 1972 portent sur les années postérieures à la Confédération contre presque 50% pour les articles publiés de 1972 à 1992 (Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, p. 184; Fernand Harvey et Paul-André Linteau, «L'évolution de l'historiographie dans la «Revue d'histoire de l'Amérique française», 1947-1972", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 2 (septembre 1972), pp. 163-183; Jean-Paul Coupal, *Les dix dernières années de la Revue d'histoire de l'Amérique française, 1972-1981*", *ibid.*, 36, 4 (mars 1983), pp. 553-567. Il y a des exceptions à la tendance à négliger l'histoire récente dont celle, importante, de Robert Rumilly qui entreprend sa monumentale *Histoire de la province de Québec* dans les années 1940. Dans cette étude fouillée, l'auteur montre que le Québec s'industrialise depuis la fin du XIX^e siècle et que les élites politiques sont loin d'être à la remorque des ecclésiastiques. Il semble bien cependant que l'ampleur de l'étude (41 volumes) et les orientations idéologiques de l'auteur (nationalisme de droite) n'ont pas permis à son oeuvre d'avoir une influence notable sur la perception de l'histoire du Québec. Voir Pierre Trépanier, "Histoire de la province de Québec, de Robert Rumilly", *Dictionnaire des Oeuvres littéraires du Québec*, tome III, Montréal, Fides, 1982, pp. 457-466.

l'histoire du Québec contemporain ⁶. La Révolution tranquille apparaît moins comme une rupture pour la société francophone que comme un moment d'accélération de son évolution. Le processus d'industrialisation et son corollaire l'urbanisation auraient touché de façon significative la population francophone depuis le milieu du 19^e siècle. Loin d'être une société où régnerait l'unanimité sociale, le Québec apparaît divisé par des classes sociales aux intérêts divergents. Comme les autres sociétés industrialisées, il serait en conséquence traversé depuis longtemps par des conflits sociaux. Il en découle que le clergé catholique n'occuperait pas alors une place aussi prépondérante dans le champ social; son pouvoir serait contrebalancé par d'autres forces sociales. Quant au paysage idéologique, il apparaît beaucoup plus diversifié, nullement réductible au seul conservatisme clérical.

Cette vision de l'histoire du Québec est assez largement acceptée par les historiens du Québec contemporain tant francophones qu'an-

⁶ Il serait trop long d'énumérer, ne serait-ce que succinctement, les travaux qui se situent dans ce courant. On se référera aux prochaines notes de ce texte pour en identifier quelques uns.

glophones ⁷, mais elle ne constitue pas l'explication la plus couramment acceptée parmi les praticiens des sciences sociales au Québec (encore moins à l'étranger) lorsqu'ils se penchent sur l'histoire du Québec ⁸. En outre, l'interprétation traditionnelle de cette histoire continue encore d'imprégner largement la mémoire collective des Québécois.

⁷ Il y a des exceptions, notamment celle de Gérard Bouchard, un historien important de sa génération, qui se situerait entre les deux tendances. Quoiqu'il note des changements sociaux importants dans la population rurale depuis le début du siècle et qu'il veuille mettre en relief les similitudes de développement rural entre le Québec et le reste de l'Amérique du Nord, il croit néanmoins que les élites clérico-petites-bourgeoises partagent un même nationalisme conservateur tourné vers le passé, la vie rurale et le discours de la survivance. Le monolithisme idéologique de ces élites ne commencerait à s'effriter qu'avec la Deuxième Guerre. Dans un article récent, il reprend la critique de Rudin voulant que l'historiographie récente veuille «amputer» la société québécoise «de tout ce qui la faisait paraître en retard sur ses voisines» («L'habitant canadien-français, version saguenayenne: un caillou dans l'identité québécoise», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 5, no 3 (été 1997), p. 22). Voir aussi : A Une nation, deux cultures», dans Gérard Bouchard avec la collaboration de Serge Courville, *La construction d'une culture. Le Québec et l'Amérique française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1993, p. 11-24; Gérard Bouchard et Yvan Lamonde, *Québécois et Américains. La culture québécoise aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Fides, 1995, pp. 22-48; Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique. Population, économie, famille au Saguenay 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996, p. 388, 471-475). Dans un recueil cité ci-haut, un autre historien, Jean-Claude Robert, affirme qu'avant 1950, la ville n'a jamais joué un rôle important dans la construction de l'identité québécoise, les valeurs traditionnelles associées à la société rurale étant postulées sans questionnement et se retrouvent presque partout» (À la recherche d'une culture urbaine québécoise», dans *La construction...*, p. 200).

⁸ Au hasard, par exemple, le dernier recueil de textes de Alain G. Gagnon, *Québec: État et société*, en comprend deux qui font un court rappel historique, ceux de Louis Balthazar et Charles Taylor. Ils évoquent la forte emprise de l'idéologie de la survivance sur la société francophone et son refus des valeurs libérales jusqu'à la Deuxième Guerre (Montréal, Québec/Amérique, 1994, pp. 26-28, 61).

cois ⁹. Enfin, récemment, certains historiens réprouvent ou critiquent les tendances récentes de l’historiographie québécoise.

Ainsi, en 1990, Fernand Ouellet sent le besoin de démontrer que la Révolution tranquille constitue un tournant majeur pour les Québécois francophones, un événement «à l’origine de profondes ruptures avec le passé» qui représente «leur entrée dans la modernité» ¹⁰. Reprenant la thèse des artisans de la Révolution tranquille qui mettent en relief le retard du Québec jusqu’aux années 1950 et 1960, il met en relief le développement industriel plus rapide de l’Ontario, la lenteur des francophones à s’urbaniser et à participer au processus d’industrialisation et la forte influence qu’exerce le pouvoir clérical sur la société francophone. À son avis, les historiens qui interprètent la modernisation du Québec comme une lente évolution depuis le 19^e siècle sont animés par des motifs nationalistes, désireux de «justifier la croyance selon laquelle l’indépendance du Québec sera l’aboutissement nécessaire de ce cheminement vers la modernité» ¹¹.

Dans un article qui a fait du bruit, Ronald Rudin taxe la jeune génération d’historiens québécois de «révisonnisme», animés par le désir de chercher dans le passé les racines d’une société Anormale», moderne, vibrante et pluraliste ¹². Il leur reproche d’insister trop lour-

⁹ C'est cette vision de l'histoire du Québec qui ressort des enquêtes menées par Jocelyn Létourneau auprès des étudiants en histoire de l'université Laval ("La production historique...", op. cit., pp. 30-33).

¹⁰ Fernand Ouellet, "La Révolution tranquille, tournant révolutionnaire?", dans Thomas S. Axworthy et Pierre Elliott Trudeau, *Les années Trudeau*, Montréal, Editions du Jour, 1990, pp. 333-362.

¹¹ Ibid., p. 334.

¹² Ronald Rudin, "Revisionism and the Search for a Normal Society: A Critique of Recent Quebec Historical Writing", *The Canadian Historical Review*, 73, 1 (1992), p. 30-61. Cet article de Rudin a été traduit (*Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, 2 (hiver 1995), p. 9-42) et a fait l'objet d'un débat: "Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec?", dans le *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, no 2 (hiver 1995), p. 7-74). Rudin reprend sa thèse dans un chapitre de son volume : *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, pp. 171-218.

dement sur les éléments de ressemblance de la société québécoise avec le reste de l’Amérique du Nord et de négliger les traits qui la distinguent, notamment son conservatisme. Ce groupe d’historiens auraient tendance à gommer les conflits ethniques, à exagérer l’urbanité des francophones, à minimiser l’influence de l’Église catholique et à amplifier le rôle de l’État québécois. Reprenant presque l’interprétation de Fernand Ouellet, il voit un effort de la part de ces historiens «to produce a self-image that was appropriate for a people who were trying to convince both themselves and others that they were able to make it in the world» ¹³.

Dans le sillage de l’article de Rudin, il y a celui de Jocelyn Létourneau qui analyse avec brio les transformations que subit la production historique au Québec ¹⁴. À la version de l’histoire où les Québécois francophones sont présentés comme des sujets «vaincus, humiliés et démoralisés (l’Ancien Canadien français)» succéderait une interprétation qui en feraient des êtres «accomplis, entreprenants et ambitieux (le Nouveau Québécois)». Cette nouvelle construction du passé serait le fruit non pas de l’avancement des connaissances historiques, mais d’une «transformation identitaire assez profonde du Sujet québécois» qui a fait germer «un nouveau mode d’actualisation de la matière du passé» ¹⁵. Les historiens québécois voudraient donc se renvoyer une autre image, plus positive, de leur société.

Comme nous l’avons déjà noté, il est vrai que de nombreux travaux historiques récents présentent une image différente du passé québécois. Nous n’avons pas la naïveté de croire que leur lecture de l’histoire est complètement détachée des préoccupations de la société présente. Cependant, elle nous apparaît beaucoup plus le résultat d’une recherche mieux documentée sur le Québec contemporain. C’est ce que nous voulons démontrer ici à travers l’analyse de la place de la Révolution tranquille dans cette histoire. Cet événement, qui est au cœur du débat qui partage les interprétations historiques, nous apparaît davantage un tournant qu’une rupture dans l’évolution du Qué-

¹³ Ibid., p. 60.

¹⁴ "La production historique..., op. cit., p. 9-45).

¹⁵ Ibid., p. 11-12.

bec. Nous le démontrons en nous référant à des indices fondamentaux de mutations dans la société moderne et industrielle: le développement manufacturier, l’urbanisation, l’émergence d’une bourgeoisie d’affaires et d’une classe ouvrière, et l’affirmation d’une conception libérale de l’organisation sociale.

1) Développement économique et urbanisation

[Retour à la table des matières](#)

L'explication première habituellement fournie pour cerner l'origine de la Révolution tranquille est de nature économique. La poussée d'industrialisation du Québec survenue pendant la Deuxième Guerre et les années 1950 aurait fait basculer le Québec francophone dans le monde moderne. Les valeurs conservatrices qui l'animaient jusque là et qui pouvaient se comprendre dans une société rurale, devenaient complètement inadaptées à l'univers industriel. La contradiction devenait alors évidente entre, d'une part, l'idéologie traditionnelle et les institutions politiques et sociales qui la prolongeait, et, d'autre part, les forces issues du monde industriel. Un changement profond (Révolution tranquille) devenait alors inévitable pour adapter les institutions aux nécessités de la vie moderne. Le modèle est séduisant, mais il est contredit par plusieurs données économiques et sociales.

En 1961, André Raynauld publie une étude fouillée, largement statistique, sur le développement économique du Québec où il effectue souvent des comparaisons avec la province voisine, la région la plus industrialisée au Canada. Il observe que le Québec, dès la Première Guerre mondiale, dispose déjà d'une industrie manufacturière très développée et qu'il y a similitude de la croissance industrielle entre les deux provinces depuis la Confédération ¹⁶. Ainsi, les niveaux de croissance de la production manufacturière de 1870 à 1957 sont compara-

¹⁶ André Raynauld, Croissance et structure économiques de la province de Québec, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1961, p. 28 et 43.

bles et la croissance industrielle globale est même supérieure pour le Québec de 1935 à 1955. Enfin, il fait remarquer que le Québec n'a rien d'un pays sous-développé car il détenait en 1953 le deuxième revenu per capita le plus élevé au monde après les États-Unis (en excluant le reste du Canada) ¹⁷. C'est dire que le Québec était loin d'être une société qui venait de faire ses premiers pas dans le monde industriel.

Il est un autre indice, souvent utilisé par les économistes pour mesurer le degré d'industrialisation, qui permet des conclusions similaires. Il s'agit de la célèbre méthode élaborée par Colin Clark, reprise par Jean Fourastié, et qui est basée sur l'importance relative de la main-d'œuvre employée dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. À mesure qu'un pays s'industrialise, sa proportion de la population active employée dans le secteur primaire (agriculture, forêt, mines) diminue alors que celle qui œuvre dans le secteur secondaire (manufacture, construction) se gonfle, du moins dans une première phase d'industrialisation. Par la suite, la hausse de la productivité des industries manufacturières et la croissance des revenus se traduit par une baisse de l'importance relative du secteur secondaire au profit de celui du tertiaire (services).

Le Québec a suivi le même cheminement comme on peut le constater au tableau ci-dessous où nous ne retenons que la proportion de la population active employée dans le secteur secondaire (manufactures et construction) car ce secteur est au cœur du processus d'industrialisation.

¹⁷ Idid., p. 43, 54 et 91.

Tableau 1

Répartition de la population active dans les industries secondaires, 1911-1971 (en pourcentage)

[Retour à la table des matières](#)

	Québec	Ontario	Canada	États-Unis
1911	32,1	31,6	27,1	28,7
1921	28,6	30,2	26,5	31,4
1931	29,7	30,8	25,5	28,7
1941	35,0	37,2	28,9	29,3
1951	38,6	41,0	33,8	31,6
1961	34,5	34,5	29,6	32,8
1971	28,6	30,5	26,0	

Source: Patrick Allen, "Tendances des professions au Canada, de 1891 à 1961", l'Actualité économique, avril-juin 1965, p. 86-87 ; Recensement du Canada, 1971, Bulletin 3,4-2, tableau 1, p. 1-3, 1-4; Paul Bairoch et al., La population active et sa structure, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 1968, p. 52-53, 151. Pour les États-Unis, la définition de population active diffère quelque peu de 1911 à 1931.

Les données sont comparables entre le Québec et l'Ontario de sorte qu'on aurait tort d'opposer un Québec rural à un Ontario industrialisé. Et dans l'ensemble canadien, le Québec fait bonne figure puisqu'il montre un niveau d'emplois industriels supérieur à la moyenne canadienne. Il supporte même très bien la comparaison avec nos voisins du Sud et plusieurs pays industrialisés d'Europe pendant tout le 20^e siècle ¹⁸.

¹⁸ La Grande-Bretagne et l'Allemagne maintiennent des niveaux plus élevés d'activités dans le secteur secondaire (environ 40% jusqu'en 1951); en revanche, l'évolution est comparable à celle de la France et de l'Italie. Plusieurs autres pays d'Europe ont des taux d'industrialisation inférieurs à ceux du Québec (Paul Bairoch et al., La population active et sa structure, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 1968, pp. 83, 96-99, 106).

On pourrait argumenter que ces données globales pour le Québec cachent un écart significatif entre francophones et anglophones. Les premiers seraient davantage rivaux à l'agriculture alors que les anglophones occuperaient les emplois industriels. C'est un raisonnement souvent évoqué. Qu'en disent les recensements canadiens ? Le premier recensement à établir un recoupement entre la population active québécoise et l'origine ethnique est celui de 1931. Il est intéressant car il décrit une situation antérieure à la poussée industrielle de la Deuxième Guerre, moment où les francophones, dit-on, auraient commencé à occuper de manière significative des emplois industriels.

Tableau 2
*Répartition de la population active au Québec
selon l'origine ethnique, 1931 (en pourcentage)*

[Retour à la table des matières](#)

	Francophones (Québec)	Britanniques (Québec)	Toutes ethnies (Québec)	Canada
Secteur primaire	29,6	15,0	25,4	33,0
Secteur secondaire	26,5	30,6	28,1	23,1
Secteur tertiaire	38,3	51,8	41,2	39,6

Source: Le recenseur utilise le mot «race» en français comme en anglais; nous lui préférons «ethnie». Le total pour chaque ethnie n'atteint pas 100 puisqu'un certain nombre de répondants n'ont pas précisé leur emploi. Calcul de l'auteur à partir du Recensement du Canada, 1931, vol. VII, p. 948; Patrick Allen, Tendances récentes des emplois au Canada, Montréal, École des H.E.C., 1957, p. 33, 53.

Comme le démontre le tableau 2, il ressort que déjà, en 1931, les francophones ne se livrent plus majoritairement au travail agricole et que leur présence se fait fortement sentir dans les secteurs secondaire et tertiaire. Ils sont même proportionnellement plus nombreux dans les activités du secteur secondaire que la moyenne canadienne. Plus encore, quand on isole les données sur la main-d'œuvre manufacturière dans la province, les francophones montrent une forte intégration à l'activité industrielle: ils occupent, toujours en 1931, plus des deux

tiers (69,3%) des emplois manufacturiers ¹⁹. Pourquoi alors les identifier uniquement à l'activité agricole et les dépeindre comme réfractaires au monde industriel ?

Ce qui nous amène au deuxième volet de notre démonstration, l'urbanisation, dont la hausse rapide découle du processus industriel. Il est souvent affirmé que les francophones auraient migré tardivement vers les villes de sorte que leur "mentalité" et leurs aspirations seraient davantage accordées au milieu rural jusqu'à la Révolution tranquille. Voyons de plus près, encore une fois selon les données des recensements, et en comparant avec d'autres régions.

Tableau 3

Pourcentages de la population urbaine, 1901-1961

[Retour à la table des matières](#)

	Québec	Ontario	Canada
1901	36,1	40,3	34,9
1911	44,5	49,5	41,8
1921	51,8	59,5	47,4
1931	59,5	63,1	52,5
1941	61,2	67,5	55,7
1951	66,8	72,5	62,4
1961	74,3	77,3	69,7

Source: Leroy O. Stone, *Urban Development in Canada*, Ottawa, Bureau of Statistics, 1967, p. 29. L'auteur a revu (légèrement à la baisse) les données des recensements pour qu'ils répondent à la définition de population urbaine du recensement de 1961.

Le niveau d'urbanisation du Québec est un peu en retrait par rapport à l'Ontario, mais supérieur à la moyenne canadienne. Il n'y a rien dans ces données qui permette de conclure à un retard significatif du Québec, d'autant plus que cette province voit sa population urbaine

¹⁹ Recensement du Canada, 1931, vol. VII, p. 948.

surpasser celle de milieu rural à peu près au même moment que l'Ontario et le Canada.

En contrepartie, on pourrait argumenter avec raison que le seuil choisi par Statistiques Canada pour démarquer la population urbaine de la population rurale est particulièrement bas, soit 1000 habitants. Les agglomérations à ce niveau peuvent être bien davantage des lieux de services pour les régions rurales environnantes qu'un endroit d'activités industrielles ²⁰. Dans la majorité des pays, les recenseurs, pour déterminer le seuil d'urbanisation, ont choisi la limite de 5000 habitants (2500 aux États-Unis) ²¹. Ce critère est arbitraire et il n'a pas de corrélation directe avec le degré d'industrialisation d'une ville. Il faut dire que la recherche récente en histoire urbaine ne permet pas non plus de relier, aussi étroitement qu'on le faisait dans le passé, le milieu urbain au démarrage de la croissance industrielle ²². Mais, si l'urbanisation n'a pas été un facteur déterminant d'industrialisation, il n'en reste pas moins que l'industrialisation engendre inévitablement une croissance de la population urbaine.

En Occident, pour la période industrielle, il y a une relation positive entre l'urbanisation et le niveau de développement économique. La ville, en créant un vaste marché pour la consommation de biens et

²⁰ À partir de 1931, le recensement du Canada distingue la population rurale agricole de la population rurale non agricole. Cette distinction est peu utile pour notre propos puisqu'elle s'applique toujours aux communautés de moins de 1000 habitants et qu'elle consiste uniquement à séparer la population rurale selon que la résidence serve ou non à l'exploitation agricole.

²¹ Paul Bairoch, *De Jéricho à Mexico. Villes et économie dans l'histoire*, Paris, Gallimard, 1985, p. 283; Henry S. Shyrock, Jacob S. Siegel et al., *The Methods and Materials of Demography*, vol. 1, U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, 1973, pp. 151-157.

²² C'est devenu apparent à mesure qu'on a mieux connu les villes de la période pré-industrielle en Europe et la récente croissance urbaine dans le Tiers Monde. Le milieu rural a été souvent un endroit fertile au démarrage industriel tandis que la ville a pu se présenter comme un frein au développement industriel (Paul Bairoch, *op. cit.*, pp. 335-348, 425-429; Philip Abrams et E. A. Wrigley, *Towns in Societies. Essays in Economic History and Historical Sociology*, London, Cambridge University Press, 1978, pp. 1-7).

services, stimule la capacité de production et facilite les contacts et le flux d'informations qui encouragent l'innovation et sa diffusion ²³. Au point de vue social et culturel, elle est aussi un endroit beaucoup plus favorable que celui de la campagne pour la mobilité sociale et la diffusion d'idées neuves. Selon la thèse traditionnellement avancée par plusieurs sociologues ²⁴, le milieu urbain, en facilitant les contacts entre personnes d'opinions différentes, représente également un terrain propice au changement social. Il constitue un pôle certain d'affaiblissement du conservatisme et un stimulant pour la modernisation de la société. Comme nous le verrons, le Québec, à mesure qu'il s'urbanise, n'échappe pas à cette transformation sociale et culturelle. Voyons donc plus attentivement son taux d'urbanisation.

Comme nous l'avons noté précédemment, les recensements canadiens déterminent un seuil très bas pour évaluer la population urbaine (1000h). Mais il est possible de l'établir à partir d'un niveau plus élevé en effectuant des regroupements de données, toujours tirées des recensements canadiens. Nous retenons alors comme seuil d'urbanisation 10,000 et 30,000 habitants, un plafond élevé qui ne permet pas de douter du caractère urbain de ces populations.

²³ Paul Bairoch, *De Jéricho à Mexico*, pp. 411-424; 429-445.

²⁴ Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *op. cit.*, p. 15-20. Plusieurs sociologues ont traité de la mentalité propre au milieu urbain: G. Sjoberg, L. Wirth, Max Weber, George Simmel, Oswald Spengler, Louis Wirth (voir Philip Abrams et E. A. Wrigley, *Towns in Societies. Essays in Economic History and Historical Sociology*, London, Cambridge University Press, 1978, pp. 1-33, et la préface de Don Martindale dans Max Weber, *The City*, New York, Collier Books, 1962, pp. 33-45.

Tableau 4
*Pourcentages de la population dans les villes
de plus de 10,000 et 30,000 habitants*

[Retour à la table des matières](#)

	10,000 habitants et plus			30,000 habitants et plus		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
1901	22,6	20,1	18,6	20,4	16,4	15,2
1911	32,6	32,2	28,2	27,3	23,4	21,8
1921	37,6	40,1	31,9	30,2	28,7	22,7
1931	45,0	44,7	37,3	36,3	32,3	29,2
1941	45,4	46,0	36,3	37,9	36,0	31,0
1951	47,8	55,2	45,1	35,3	45,1	34,5
1961	62,3	67,2	58,5	57,4	62,4	52,8

Source: Calcul de l'auteur à partir des Recensements du Canada, 1911, vol. 1, p. 554; 1921, vol. 1, p. 354-355; 1931, vol. 2, p. 500-501, vol. 3, p. 258-308; 1941, vol. 2, p. 272; 1951, vol. 1, p. 33-1, 33-5; 1961, série 1, bulletin, 1.2-5, tableau 36.

À ces deux niveaux, le Québec maintient un niveau d'urbanisation supérieur à l'Ontario et au Canada du début du siècle jusqu'à la Deuxième Guerre. Par la suite, la province voisine dépasse le Québec qui conserve toujours cependant un taux supérieur à la moyenne canadienne. Plus encore que le tableau 3, ces données réfutent la thèse du retard du Québec à s'urbaniser. En outre, son niveau d'urbanisation est sensiblement comparable à celui d'autres pays industrialisés.

Tableau 5
*Pourcentages de la population dans les villes
de plus de 10,000 habitants*

[Retour à la table des matières](#)

	Québec	États-Unis	France
1901	22,6	31,6	29,7
1911	32,6	37,0	32,5
1921	37,6	42,4	34,7
1931	45,0	47,5	39,0
1941	45,4	47,6	38,8
1951	47,8	49,0	
1961	62,3	54,3	47,9

Source: U.S. Government, Historical Statistics of the United States. Colonial Time to 1970, Department of Commerce, Bureau of the Census, 1975, p. 11; Peter Flora et al., State, Economy, and Society in Western Europe, 1815-1975, vol. 2, Germany, St-James Press, 1987, p. 259. Pour la France, l'année 1941 est celle de 1946.

Depuis 1921, le taux québécois est à peu près similaire à celui des États-Unis et supérieur à celui de la France. Comment alors justifier la thèse voulant que les Québécois se soient tardivement insérés dans le mouvement d'urbanisation?

Ce point de vue provient de ce que plusieurs travaux ont mis en relief l'écart d'urbanisation entre francophones et anglophones (britanniques) au Québec même ²⁵. On déduisait de cet écart une préférence pour la ruralité chez les francophones et un retard à s'urbaniser. Qu'en est-il vraiment ? Nous ne retenons au tableau ci-dessous que les seuils d'urbanisation de 10,000 et 30,000 habitants.

²⁵ Par exemple, dans Kenneth McRoberts et Dale Posgate, Développement et modernisation du Québec, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 69; Fernand Ouellet, op. cit., pp. 340-343.

Tableau 6
*Pourcentages de la population urbaine
selon la taille et l'origine ethnique*

[Retour à la table des matières](#)

	Villes de 10,000 et +			Villes de 30,000 et +		
	Québec		Canada	Québec		Canada
	Franco.	Brit.		Franco.	Brit.	
1921	31,3	58,2	31,9	25,2	44,0	22,7
1931	38,8	63,4	37,3	30,8	51,2	29,2
1941	40,0	62,3	36,3	32,5	56,3	31,0
1951	43,2	63,0	45,1	30,6	49,4	34,5
1961	58,0	77,1	58,5	51,8	75,3	52,8

Sources: Calcul de l'auteur à partir des Recensements du Canada, 1921, vol. 1, p. 354-355; 1931, vol. 3, p. 258-308, 727; 1941, vol. 2, p. 272; 1951, vol. 2, p. 1-31; 1961, bulletin 1.3-2, tableau 83.

Effectivement, les niveaux d'urbanisation des anglophones se révèlent supérieurs, avec un écart important depuis 1921. Mais lorsqu'on effectue la comparaison avec la moyenne canadienne, les francophones s'urbanisent dans des proportions comparables et même légèrement supérieures pour certaines années. Comme on le constatera en comparant les données avec le tableau 5, leur niveau d'urbanisation supporte très bien la comparaison avec celui de la France. Bien sûr, des Canadiens français habitent Saint-Irénée, Saint-Denis, Saint-Justin ou l'Île-Verte, mais ils s'établissent aussi en très grand nombre dans des centres urbains et industriels comme Montréal, Québec, Hull, Valleyfield et Trois-Rivières. Il ne faut pas oublier, en outre, qu'ils ont toujours été majoritaires dans la ville de Montréal (environ 60%) qui représente, au 20^e siècle, la ville la plus peuplée au Canada et demeure, jusqu'en 1960, le centre industriel, commercial et financier par

excellence du pays ²⁶. C'est donc une fausse perspective que de les représenter, jusqu'à la Deuxième Guerre, comme une population éprise de ruralité, réfractaire à l'attraction du monde urbain.

Il n'y a pas, non plus, de bond spectaculaire de leur urbanisation dans les années 1940. Leur migration vers la ville s'effectue à un rythme régulier, depuis la fin du 19^e siècle, à mesure que les emplois industriels se créent et qu'ils trouvent dans ces emplois une amélioration de leur sort économique ²⁷. Les mêmes motivations s'appliquent au vaste mouvement migratoire des francophones vers les villes de la Nouvelle-Angleterre. Ce n'est pas parce que le discours clérical privilégie le travail agricole que la population reste insensible à ses besoins économiques. Au contraire, elle participe activement au mouvement global d'urbanisation et de migration en Amérique du Nord.

Le taux très élevé d'urbanisation des anglophones du Québec ne correspond pas à la tendance générale en Amérique du Nord et représente vraiment un cas particulier, qui s'explique par des raisons historiques précises. Les populations francophones et britanniques se sont établies au Québec à des moments différents. Les francophones occupent le territoire avant le début de l'industrialisation tandis que les Britanniques commencent à arriver massivement au 19^e siècle alors que les terres de la vallée du Saint-Laurent sont déjà occupées par les

²⁶ Les francophones représentaient 61% de la population de la ville de Montréal en 1901, 64% en 1931 et 67% en 1951 (Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 162, 318, 464).

²⁷ On pourrait faire remonter encore plus loin dans le temps le mouvement de la population québécoise vers la ville et le bourg. Serge Courville s'y attarde pour la première moitié du 19^e siècle dans *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Presses de l'université Laval, 1990, 335p.

francophones ²⁸. La migration des Britanniques coïncide avec une forte poussée d'urbanisation liée à l'expansion du commerce du bois et du blé et au démarrage industriel à Montréal à partir des années 1840. C'est pourquoi, ils deviennent majoritaires à Montréal au milieu du 19^e siècle et ils forment au même moment une proportion significative de la population de la ville de Québec (40%). Mais la tendance est renversée un peu plus tard avec l'affaiblissement du mouvement d'immigration des Îles britanniques et l'urbanisation croissante des francophones.

L'image voulant que les Franco-Québécois accusent un retard dans leur mobilité vers les villes et qu'ils aient boudé les emplois industriels ne correspond pas à la réalité quand on compare les indicateurs pertinents à ceux du reste de l'Amérique du Nord et d'autres pays industrialisés. Leur rythme d'urbanisation et d'insertion dans l'activité industrielle se compare à celui d'autres sociétés hautement industrialisées. En outre, bien que la Deuxième Guerre ait accéléré le développement économique du Québec, elle ne marque pas l'entrée des Franco-Québécois dans le monde industriel; ils s'y intègrent déjà depuis longtemps. Les années 1950 seraient plutôt le moment où le Québec atteint un très haut niveau de sophistication en terme de développement économique. En effet, la proportion de sa population active dans le secteur secondaire commence à décliner alors que celle du secteur ter-

²⁸ La même explication vaut pour les Franco-Québécois émigrés en Nouvelle-Angleterre où ils sont établis à 81,1% dans des villes en 1930, un niveau d'urbanisation beaucoup plus élevé que la moyenne de ces États (64,2%). Leur arrivée tardive leur permet de se concentrer dans les villes, tout comme les vagues d'immigrants européens dans cette région au début du 20^e siècle. Il ne faudrait pas en conclure que le niveau d'urbanité plus faible des Américains de souche découle de leur prédilection pour la vie rurale (L. E. Truesdell, *The Canadian Born in the United States*, New Haven, Yale University Press, 1943, p. 83; *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*, U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, 1975, tableau A 195-209).

Un raisonnement similaire peut être appliqué aux Juifs et aux Italiens qui se sont établis plutôt tardivement au Québec et qui pour cette raison offrent des taux d'urbanisation plus élevés que les francophones et les Britanniques. Ainsi en 1931, 82,4% des Juifs et 85,8% des Italiens habitent des villes de plus de 30,000 habitants (*Recensement du Canada, 1931*, vol. 3, p. 158 et 258-308).

tiaire fait un bond important (de 41% à 51% de 1951 à 1961) ²⁹. La même progression apparaît chez les francophones qui s'intègrent massivement à l'économie de services pendant cette décennie (de 39,6% à 51,7%) ³⁰. Les années d'après-guerre, loin de représenter l'entrée des francophones dans l'univers industriel, seraient plutôt le début de leur insertion dans la société de consommation.

2) La structure sociale

[Retour à la table des matières](#)

L'urbanisation et la participation des francophones à l'activité industrielle, bien avant la Deuxième Guerre mondiale, a évidemment eu des conséquences profondes sur la structure de la société. Les rapports sociaux s'en sont trouvés modifiés et surtout sont apparues de nouvelles classes sociales liées à l'organisation industrielle du travail. Une bourgeoisie industrielle dynamique s'est alors taillé une place de choix dans la hiérarchie sociale et les travailleurs salariés sont devenus de plus en plus conscients de leurs intérêts de classe. Selon l'interprétation traditionnelle, ces transformations sociales chez les francophones se seraient déroulées après la Deuxième Guerre avec le mouvement de grèves consécutif à la grève de l'amiante de 1949 et l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie francophone (classe moyenne) dans les années 1950. Les indices socio-économiques que nous avons relevés plus haut suggèrent une autre périodisation et une transformation plus graduelle de la structure sociale. Nous ne nous attardons ici que sur la bourgeoisie industrielle et les manifestations de conscience collective chez les travailleurs.

²⁹ Patrick Allen, op. cit., p. 87.

³⁰ Recensements du Canada, 1951, vol. 4, tableau 20-12; 1961, vol. 3-2, bulletin 3.2-10, tableau 11.

La bourgeoisie industrielle

Les travaux sur la bourgeoisie industrielle au Québec, francophone ou anglophone, sont très fragmentaires, souvent marqués par l'idée que les francophones jouent un rôle très marginal dans l'entrepreneurship industriel. Plusieurs indices et travaux récents invitent cependant à relativiser cette interprétation.

Dans leur ouvrage de synthèse sur l'entreprise québécoise, Yves Bélanger et Pierre Fournier rassemblent bon nombre de données sur le sujet ³¹. Tant à Montréal qu'ailleurs en province, ils notent la présence de plusieurs entreprises francophones depuis le milieu du 19^e siècle, qui se confinent cependant surtout au marché local et régional, dépassant rarement les frontières provinciales. Le capital anglophone quant à lui est concentré à Montréal et est davantage tourné vers les besoins du marché canadien. Au début du siècle, il subit la concurrence des filiales de grandes compagnies étatsuniennes.

Compte tenu des données que nous avons mentionnées plus haut touchant le degré d'industrialisation du Québec, il n'est pas nécessaire d'insister pour montrer que le Québec représente un lieu important d'activités industrielles au Canada. Contentons-nous de relever qu'on y trouve le tiers des établissements manufacturiers canadiens de 1870 à 1960; ils génèrent environ 30% de la valeur de production ³². De 1885 à 1930, un peu moins de la moitié de l'élite industrielle et financière canadienne s'y trouve selon les études de T. W. Acheson et Gilles Pié-

³¹ Yves Bélanger et Pierre Fournier, *L'entreprise québécoise*, Montréal, Hurtubise HMH, 1987, 187p.

³² Bureau fédéral de la statistique, *Manufacturing Industries of Canada (31-201)* dans Gérald Bernier et Robert Boily, *Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours*, Montréal, ACFAS, 1986, p. 181.

dalue ³³. Des entrepreneurs francophones participent à ce développement dans des proportions qu'il est cependant difficile de déterminer. Il est certain cependant qu'ils sont fortement sous représentés dans la grande bourgeoisie industrielle canadienne, même en tenant compte de la proportion de francophones dans la population (30%). Dans l'étude de T. W. Acheson, ils n'en représentent que 7% en 1885 et 6% en 1910 ³⁴. Selon Gilles Piédalue, dont l'échantillon est plus large puisqu'il tient compte notamment du secteur des institutions financières, ils ne forment que 2,4% et 4,6% des membres de l'élite économique en 1910 et 1930 ³⁵. Dans ces deux études, ils ne comptent que pour une dizaine d'hommes d'affaires. Pour les décennies ultérieures, John Porter et Wallace Clement ont mené un examen encore plus étendu de cette élite canadienne avec des échantillons plus importants : on y retrouve 6,7% de francophones en 1951, 8,4% en 1972 ³⁶. Il est probable que la fusion du capitalisme industriel et financier au début du 20^e siècle, qui permet la concentration des entreprises, a réduit leur place dans la grande bourgeoisie canadienne. Mais ce n'est pas à ce

³³ La catégorie région du Saint-Laurent qui est retenue comprend non seulement le Québec mais aussi l'est de l'Ontario (Kingston et Ottawa). L'élite économique de cette région est néanmoins très largement montréalaise (T. W. Acheson, "Changing Social Origins of the Canadian Industrial Elite, 1880-1910", *Business History Review*, 2, 1973, p. 193; Gilles Piédalue, "Les groupes financiers au Canada 1900-1930 - étude préliminaire -", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, 1 (juin 1976), p. 18).

³⁴ Cette proportion découle de l'identification des 168 hommes d'affaires les plus importants oeuvrant surtout dans le secteur manufacturier en 1885 (231 en 1910) (T. W. Acheson, "Changing Social Origins of the Canadian Industrial Elite, 1880-1910", *Business History Review*, 2, 1973, p. 197).

³⁵ Gilles Piédalue, "Les groupes financiers au Canada 1900-1930 - étude préliminaire -", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, 1 (juin 1976), p. 18. Son étude est basée sur l'identification des 231 plus importants hommes d'affaires en 1910 et de 143 en 1930.

³⁶ L'étude de John Porter est basée sur 985 Canadiens à la direction des 170 plus importantes corporations canadiennes (*The Vertical Mosaic*, Toronto, University of Toronto Press, 1965, p. 286). Celle de Wallace Clement repose sur 946 Canadiens à la direction des 113 plus importantes corporations (*The Canadian Corporate Elite*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p. 232).

niveau que la présence francophone est significative; il faut plutôt jeter son regard du côté de la petite et moyenne bourgeoisie.

Les travaux de Paul-André Linteau, Ronald Rudin et Robert Sweeny ³⁷ ont montré qu'il est inexact de restreindre la bourgeoisie francophone aux seuls membres de professions libérales. Il existe depuis longtemps une faction de cette bourgeoisie qui œuvre dans les secteurs industriel et commercial et qui contrôle le développement économique local et régional. Depuis le 19^e siècle, elle se dote elle aussi d'assises financières solides (banques, compagnies d'assurances, fiducies) qui font appel au capital action et qui soutiennent l'expansion régionale. Ces institutions financières sont de taille modeste comparativement aux grandes institutions financières canadiennes; elles ont tendance à desservir surtout le milieu francophone de sorte que leur croissance est liée à l'enrichissement de cette clientèle. Pour les banques à tout le moins, leur fonctionnement se compare à celles de même taille détenues au Québec par des anglophones. Il n'y a rien dans leur développement qui permet de croire que leur direction souffre "d'une mentalité qui les empêchait de réussir", constate Ronald Rudin ³⁸.

Il est difficile d'estimer quantitativement l'importance de la petite et moyenne bourgeoisie d'affaires francophone avant la Deuxième Guerre. Une première esquisse peut être tirée des recensements cana-

³⁷ Paul-André Linteau, "Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise, 1850-1914", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, 1 (juin 1976), pp. 55-66; *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, pp. 166-176, 333-338; P.-A. Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain, De la Confédération à la crise*, Montréal, Boréal Express, 1979, p. 167-175, 458-468; *Histoire du Québec contemporain, Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, pp. 271-278; Ronald Rudin, *The Development of Four Quebec Towns, 1840-1914*, thèse de Ph. D., York University, 1976; Ronald Rudin, *Banking en français. The French Banks of Quebec, 1835-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 188p.; Robert C. H. Sweeny, "Un effort collectif québécois: la création, au début du XX^e siècle, d'un marché privé et institutionnalisé de capitaux", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, 1 (été 1995), pp. 35-72.

³⁸ Ronald Rudin, *Banking en français...*, op. cit., p. 147.

diens de 1931 et 1941 où on effectue pour la première fois un recoupement entre la population active et l'origine ethnique.

Tableau 7
*Propriétaires et gérants dans certains secteurs industriels
selon l'origine ethnique au Québec (en pourcentage)*

[Retour à la table des matières](#)

	Française		Britannique	
	1931	1941	1931	1941
Manufactures	57	49	29	31
Construction	75	67	19	23
Commerce	71	74	12	3

Source: Recensements du Canada, 1931, vol. 7, p. 948-992; 1941, vol. 7, p. 366-379, dans Yves Bélanger et Pierre Fournier, op. cit., p. 49-50.

Évidemment, ces données doivent être utilisées avec précaution car elles incluent non seulement les propriétaires mais les gérants et qu'elles couvrent des entreprises très diverses. En outre, elles ne tiennent compte que du nombre et non de la taille des établissements. Il est certain qu'une ventilation selon les actifs, la valeur des ventes ou le nombre d'employés aurait donné une proportion moindre de francophones et supérieure de britanniques. C'est ce que révèle l'étude sophistiquée d'André Raynauld sur la propriété des entreprises au début des années 1960 ³⁹.

Bien sûr, le poids économique des francophones est inférieur à leur importance dans la population active hors l'agriculture (71% en 1931). Mais, en nombre, les propriétaires d'entreprises constituent une présence qui doit être prise en considération car ils exercent, comme nous le verrons, une influence significative sur l'évolution de la société.

³⁹ Par contre, en privilégiant les grandes entreprises, son échantillon a pour effet de minimiser la présence francophone dans l'économie (André Raynauld, La propriété des entreprises au Québec, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1974, p. 42).

L'esprit d'entreprise est loin d'être absent chez les francophones ⁴⁰. On aurait donc tort de minimiser l'importance de cette bourgeoisie et de réduire le contrôle social aux seules élites professionnelles et cléricales.

Le pouvoir de la bourgeoisie d'affaires francophone s'exerce sur les pouvoirs publics, locaux et provinciaux, à travers, en particulier, les nombreuses chambres de commerce qui foisonnent au Québec depuis le début du siècle. Elles se regroupent dans la Fédération des chambres de commerce de la province de Québec dès 1909. Cette fédération, qui disparaît pendant la Première Guerre, est réanimée cependant en 1935. Trois ans plus tard, elle compte déjà 49 chambres affiliées ⁴¹. Ces hommes d'affaires ont de puissants moyens pour faire entendre leur point de vue dans la population et contrebalancer l'influence cléricale : en plus de nombreux hebdomadaires régionaux qui leur appartiennent, ils peuvent compter sur les journaux quotidiens à grand tirage comme *La Presse*, *La Patrie*, *Le Canada* et *Le Soleil* qui diffusent leur vision

⁴⁰ Selon une étude de Jean-Marie Toulouse pour les années 1954 à 1975, l'esprit d'entrepreneuriat s'est manifesté chez les francophones dans des proportions comparables à celles des anglophones au Québec. Son étude est basée sur la liste des entreprises incorporées au Québec et à Ottawa en vertu des lois sur les compagnies (elle inclut les entreprises à but non lucratif et les coopératives). Les francophones seraient responsables de la création de 75,6% des entreprises contre 24,4% pour les anglophones (et les allophones ?), ce qui correspond à peu près à leur proportion dans la population québécoise. Par secteurs d'activités, les seules différences notables entre les deux groupes relèvent du fait que les francophones ont une proportion plus importante de fondation dans les services socio-culturels (32,6% contre 22,1%) tandis que les anglophones sont sur représentés dans le secteur des finances, assurances et immobilier (20,2% contre 12,2%). Il serait intéressant de poursuivre l'étude pour les années antérieures (*L'entrepreneuriat au Québec*, Montréal, Presses des H.E.C., 1979, pp. 48-50).

⁴¹ Monique Odstroil, *La Chambre de Commerce de la province de Québec 1935-1970. Une étude d'un groupe de pression*, Ottawa, Carleton University, 1974, p. 18.

du développement social ⁴². À l'encontre de la presse cléricale qui porte un regard hostile à l'endroit de l'industrialisation, ces journaux, comme nous le verrons, font la promotion du développement industriel, du système capitaliste et de la participation des francophones à la croissance économique.

L'influence de cette bourgeoisie s'exerce avec vigueur sur les conseils municipaux et sur les gouvernements fédéral et provincial, notamment à travers le Parti libéral qui domine la scène politique québécoise avant la Deuxième Guerre. Robert Boily a déjà noté que les hommes d'affaires (commerçants, marchands, petits industriels) occupent une place grandissante dans la députation à Québec et à Ottawa à partir de la fin du 19^e siècle. Ils forment un groupe presque aussi important que les membres des professions libérales avec environ 40% de la députation depuis le début du siècle jusqu'aux années 1960 ⁴³. C'est donc dire que les hommes d'affaires occupent une place de choix dans la définition des orientations politiques du Québec et ce bien avant les années 1950. La transformation de la classe politique à l'Assemblée législative s'effectue au début du siècle avec la montée de la classe d'affaires et non dans l'après-guerre alors que l'origine sociale des députés reste assez stable.

La classe ouvrière

L'interprétation traditionnelle veut que les travailleurs salariés se manifestent comme classe sociale autonome avec la poussée industrielle de la Deuxième Guerre. Pour la période antérieure, comme on

⁴² Ralph Heintzman, *The Struggle for Life. The French Daily Press and the Problems of Economic Growth in the Age of Laurier: 1896-1911*, Ph. D. (histoire), York University, 1977, 680p.; Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*, Québec, PUL, 1976, 250p.; Claude Couture, *Le mythe de la modernisation du Québec*, Montréal, Méridien, 1991, 149p.

⁴³ Robert Boily, "Les hommes politiques du Québec", 1867-1967", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 21, 3a (1967), p. 612. Les avocats représentent une portion importante des députés étiquetés comme membres de professions libérales. Il est probable que plusieurs d'entre eux sont très proches des gens d'affaires.

imagine surtout les francophones en tant qu'agriculteurs, l'analyse sociale ne distingue pas la présence d'une véritable classe ouvrière. Les salariés apparaissent comme un groupe marginal, peu conscients de leurs intérêts et soumis à des objectifs communautaires définis par les classes supérieures. Les organisations syndicales chez les francophones seraient, croit-on, peu développées et miseraient sur l'harmonie sociale et la coopération avec le patronat. Par conséquent, il ne saurait être question pour ces travailleurs de recourir à la grève pour faire valoir leurs réclamations.

Ce n'est qu'avec la poussée industrielle de la Deuxième Guerre, croit-on, que les travailleurs québécois s'affirmeraient comme force sociale autonome. Non seulement seraient-ils plus enclins à la grève, mais ils feraient partie des groupes qui ont contribué à ébranler la société traditionnelle. La grève de l'amiante en 1949 est interprétée comme révélateur de l'irruption de la classe ouvrière dans la société québécoise. Cette interprétation, qui commence à prendre forme dans *Le Devoir* et *Cité libre* au début des années 1950, constitue la thèse centrale du volume *La Grève de l'amiante* publié en 1956 et dont Pierre Elliott Trudeau a assumé la direction. Le conflit marque l'éveil de la classe ouvrière au Québec. Pour la première fois, écrit Trudeau, «le mouvement ouvrier uni n'a à reculer devant aucune conjonction de forces»; il représente «une puissance nouvelle et contemporaine» qui annonce l'avènement de temps nouveau ⁴⁴. Les travailleurs se seraient enfin libérés de l'emprise des forces sociales traditionnelles pour affirmer une présence autonome dans la société canadienne-française. Cette thèse sera reprise dans plusieurs autres travaux et deviendra l'interprétation consacrée en histoire syndicale ⁴⁵.

Il est donc affirmé que les travailleurs québécois accuseraient un retard à former des syndicats jusqu'à la Deuxième Guerre. Et pourtant, lorsqu'on scrute les données recueillies par le ministère fédéral du Travail depuis le début du siècle, on constate que la progression du

⁴⁴ Pierre-Elliott Trudeau, op. cit., p. 392.

⁴⁵ La thèse revient régulièrement dans des travaux récents. Par exemple: Roch Denis et Serge Denis, *Les syndicats face au pouvoir. Syndicalisme et politique au Québec de 1960 à 1992*, Ottawa, Ed. du Vermillon, 1992, pp. 30-31.

syndicalisme québécois se compare à celle de la province voisine et des États-Unis.

Tableau 8
Niveau de syndicalisation

[Retour à la table des matières](#)

	Québec	Ontario	Canada	États-Unis
1911	5,6	8,4	10,0	
1921	17,4	12,1	14,6	17,8
1931	9,0	8,2	13,9	11,8
1941	20,7	15,3	16,8	
1951	26,5	27,5	27,5	31,7
1961	30,5	32,1	31,1	28,5

Source: Pour 1911 et 1921, le rapport est établi pour le Québec et l'Ontario avec la population active non agricole et avec la population salariée par la suite. Les données pour ces deux provinces sont réajustées pour tenir compte qu'un certain nombre de syndicats ne font pas rapport. Pour les sources et la méthodologie, voir J. Rouillard, "Le militantisme des travailleurs au Québec et en Ontario: niveau de syndicalisation et mouvement de grèves (1900-1980)", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37, 2 (septembre 1983), p. 222-225. Les données pour le Canada sont tirées de *Croissance du syndicalisme au Canada, 1921-1967*, Ottawa, Ministère du Travail du Canada, 1970, p. 78, et pour les États-Unis de Leo Troy et L. Sheflin, *US Union Sourcebook: Membership, Finance. Structure Directory*, West Orange, Industrial Relations Data and Information Services, 1985.

Les grandes étapes de syndicalisation sont les mêmes que dans le reste de l'Amérique du Nord: les ouvriers de métier jusqu'à la Deuxième Guerre, puis les travailleurs industriels dans les années 1940 et 1950. La poussée importante de la densité syndicale qu'on peut noter en 1941 s'est amorcée à la fin des années 1930 et elle se poursuit pendant la Guerre. Contrairement à ce qui est souvent affirmé, la décennie qui suit la grève de l'amiante ne marque pas de hausse significative de la densité syndicale.

Là comme ailleurs, il n'y a donc pas de retard des travailleurs québécois à prendre conscience de leur condition de salarié et de la néces-

sité de se regrouper pour défendre leurs intérêts. Ce qui ne devrait pas étonner puisque, d'une part, nous avons montré au début que le niveau d'industrialisation et la proportion de la population active dans le secteur secondaire sont comparables à ceux de la province voisine et des États-Unis. En outre, comme on peut le constater, les travailleurs québécois sont influencés par les mêmes facteurs socio-économiques qui sont à l'œuvre dans le reste du continent. Il ne faut donc pas exagérer l'emprise de l'héritage culturel sur leur comportement; ils réagissent eux aussi à la dynamique de l'industrialisation et sont sensibles aux influences proprement nord-américaines.

Cette influence nord-américaine sur les travailleurs québécois se vérifie par l'expansion au Québec des syndicats internationaux, qui sont en fait des syndicats étatsuniens. Plusieurs travaux ont eu tendance à en minimiser l'importance et à sous-estimer la présence francophone dans leur rang. Les recherches depuis quelques années montrent qu'ils regroupent un nombre imposant de syndiqués et qu'ils représentent pendant longtemps le groupe syndical le plus important au Québec. Après leur implantation dans la région montréalaise à la fin du 19^e siècle, ils essaient en province peu avant la Première Guerre, un élément déterminant qui pousse le clergé catholique à mettre sur pied des syndicats catholiques.

Les données recueillies par le ministère fédéral du Travail montrent qu'ils représentent en moyenne les deux tiers des syndicats jusqu'aux années 1930 et un peu plus de 40% dans les années 1940 et 1950. Leur pourcentage des effectifs syndicaux totaux dans la province est probablement du même ordre. Ils dépassent largement le nombre de syndiqués catholiques dont les effectifs fluctuent entre le quart et le tiers des syndiqués québécois ⁴⁶. Des États-Unis, ils importent une stratégie de relations de travail qui permettra un relèvement de la condition ouvrière au Québec. En outre, ils implantent dans la province une structure d'intervention auprès des pouvoirs publics afin d'infléchir la législation et la réglementation. C'est ainsi qu'ils créent des conseils de métier et du travail dans les principales villes au tournant du siècle et qu'ils forment la Fédération provinciale du travail du

⁴⁶ Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal, 1989, pp. 131, 210, 471-473.

Québec en 1938. Leurs réclamations influencent les deux niveaux de gouvernement et les conseils de ville.

Il ne faudrait pas croire que ces syndicats sont uniquement concentrés à Montréal et que le membership francophone y est faible. La majorité d'entre eux œuvrent en province et les francophones y représentent plus de 70% des effectifs ⁴⁷. Son leadership est assumé par des francophones dans des proportions comparables à leur membership. La tradition syndicale internationale fait donc partie de l'histoire des travailleurs québécois tout autant que celle qui découle du syndicalisme catholique.

Nous avons mentionné plus haut que l'interprétation traditionnelle du syndicalisme québécois fait de la grève de l'amiante de 1949 le point de départ du militantisme syndical au Québec. À n'en point douter, l'activité de grève demeure un indice fort révélateur de la combativité des travailleurs salariés. Voyons donc si la Deuxième Guerre représente un tournant dans la propension à la grève. Encore une fois, le ministère fédéral du Travail fournit des données intéressantes puisqu'il recense les grèves et lock-out au Canada et qu'il fournit des statistiques détaillées sur leur fréquence par province. Parmi les indicateurs fournis, nous ne retenons que le plus général, celui des jours de travail perdus, qui permet de tenir compte à la fois de la durée des arrêts de travail et du nombre de travailleurs impliqués. Nous le mettons en relation au tableau 9 avec la population salariée au Québec et en Ontario, ce qui permet une comparaison adéquate entre deux provinces dont les populations sont différentes.

⁴⁷ De 1911 à 1940, de 55 à 60% des syndicats internationaux se retrouvent à l'extérieur de Montréal. Cependant, la répartition serait plus favorable à Montréal si nous pouvions baser nos estimations sur les effectifs plutôt que sur le nombre de syndicats. À Montréal, les francophones représentent entre 60 et 70% des syndiqués internationaux (Jacques Rouillard, "Vingt-cinq ans d'histoire du syndicalisme québécois. Quelques acquis de la recherche", dans Yves Roby et Nive Voisine (dir.), *Érudition, humanisme et savoir. Actes du colloque en l'honneur de Jean Hamelin*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1996, pp. 183-186 ; Bernard Dionne, "Les Canadiens français et les syndicats internationaux. Le cas de la direction du Conseil des métiers et du travail de Montréal (1938-1958)", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 1 (été 1989), p. 53; *Le Monde Ouvrier*, 17 janvier 1931, p. 1).

Tableau 9

Indice des jours personne perdus par 100 salariés

[Retour à la table des matières](#)

	Québec	Ontario
1901	21,0	20,8
1911	40,0	32,6
1921	14,2	14,4
1931	9,1	11,0
1941	26,9	45,8
1951	23,7	45,5
1961	62,6	74,5

Source: De 1901 à 1941, l'indice est construit en utilisant comme dénominateur la population active non agricole et, pour les années ultérieures, les travailleurs rémunérés. Pour les sources et la méthode utilisée afin d'élaborer ce tableau, voir J. Rouillard, "Le militantisme...", op. cit., p. 215-220, 224-225.

Comme on le constatera, la propension à la grève est relativement similaire dans les deux provinces, si ce n'est une incidence de grèves plus forte au Québec de 1911 à 1921 et en Ontario de 1941 à 1960. Ces écarts, comme nous l'avons analysé ailleurs, sont surtout le résultat de différence de structure industrielle entre ces deux régions ⁴⁸. Mais l'ensemble de ces données ne permettent pas de conclure à la docilité des travailleurs québécois et à un retard à démontrer leur militantisme. C'est particulièrement vrai pour les années avant la Deuxième Guerre où il était affirmé que les travailleurs québécois se laissaient exploiter sans mot dire. En outre, contrairement à l'interprétation qui fait de la grève de l'amiante de 1949 le point de départ de la

⁴⁸ Jacques Rouillard, "Le militantisme...", op. cit., pp. 217-221. Des grèves surviennent aussi au 19^e siècle: une recension, qui en sous-estime le nombre parce qu'elle repose surtout sur les mentions dans les journaux, en révèle 277 au Québec de 1860 à 1900 (Bryan D. Palmer, "Labour Protest and Organization in Nineteenth-Century Canada, 1820-1890" et Douglas Cruikshank and Gregory S. Kealey, "Strikes in Canada, 1891-1950" dans *Labour/Le Travail*, 20 (automne 1987), pp. 61-145).

combativité ouvrière, les années 1950 au Québec marquent plutôt un affaiblissement de l'activité de grèves par rapport à la décennie antérieure.

Il ressort donc des données sur la propension à la grève et sur les niveaux de densité syndicale que les travailleurs québécois, depuis le début du siècle, développent une conscience collective comparable à celui des autres travailleurs nord-américains. La thèse de leur supposé silence ou de leur retard à s'affirmer comme classe ouvrière n'est pas fondée. Ce qui ne veut pas dire que le mouvement ouvrier québécois ne développe pas certaines caractéristiques qui lui sont spécifiques. L'isolement culturel des francophones en terre nord-américaine et la forte influence cléricale colorent son évolution. Mais on aurait tort de sous-estimer les influences nord-américaines et la combativité des travailleurs québécois.

3) La pensée libérale

[Retour à la table des matières](#)

L'école d'interprétation qui fait de la Révolution tranquille une rupture dans l'histoire du Québec dépeint les périodes antérieures sous un jour plutôt sombre, mettant en relief la forte emprise cléricale et les valeurs conservatrices diffusées par l'Église catholique ⁴⁹. Depuis l'échec des Rébellions de 1837-1838 (chez certains, depuis la Nouvelle-France), la pensée cléricale, fortement marquée par l'ultramontanisme, envelopperait la société francophone dans une sorte de cocon qui la rendrait imperméable aux autres courants idéologiques. On admet bien qu'il y ait eu ici et là dans notre histoire quelques intellectuels appartenant à d'autres familles idéologiques, mais leur influence serait marginale et la toute puissance cléricale aurait vite fait de les

⁴⁹ L'ouvrage de synthèse, à succès, de Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec. Des origines à nos jours* (Montréal, Québec/Amérique, 1977) est un bon exemple de cette interprétation. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

mettre au ban de la société. Le monolithisme idéologique serait la norme de la société francophone jusque dans les années 1950 alors que des groupes d'intellectuels, notamment autour des revues *Cité libre* et *L'Action nationale*, appuyés par le journal *Le Devoir*, s'emploient à critiquer le conservatisme clérical. Leur travail de sappe aboutit aux bouleversements de la Révolution tranquille.

Plusieurs travaux récents mettent sérieusement en brèche l'unanimité idéologique de la société francophone ⁵⁰. Il ressort qu'un courant libéral s'y est développé et en est venu à occuper un espace assez vaste pour faire contrepoids au clérico-conservatisme. L'affirmation du libéralisme se manifeste surtout sous une forme modérée à travers les deux grandes formations politiques au Québec, les partis libéral et conservateur. Au 19^e siècle, on sait l'attachement de Louis-Hippolyte LaFontaine et de George-Étienne Cartier pour le système démocratique et leur grande admiration pour les institutions politiques britanniques ⁵¹. Pour sa part, le parti libéral abandonne son radicalisme à la fin du XIX^e siècle pour s'inscrire lui aussi dans le courant libéral modéré. Wilfrid Laurier, qui devient chef du parti libéral et Premier ministre du Canada de 1896 à 1911, est représentatif des valeurs qui animent son parti. Inspiré par les libéraux d'Angleterre, il croit au gouvernement libre et représentatif, aux libertés fondamentales, au respect de l'égalité des individus devant la loi, à la propriété, au progrès, à la prospérité et au bonheur; toutes des valeurs éminemment libérales ⁵². Son autorité est forte sur les libéraux provinciaux et les politiques des gouvernements Marchand, Parent, Gouin et Taschereau

⁵⁰ Notamment Fernande Roy dans *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988, et *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Boréal, 1993.

⁵¹ Jacques Monet, "Les idées politiques de Baldwin et LaFontaine" et Jean-Charles Bonenfant, "Les idées politiques de George-Étienne Cartier", dans Marcel Hamelin (dir.), *Les idées politiques des premiers ministres du Canada*, Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1969, pp. 11-50.

⁵² Réal Bélanger, "Le libéralisme de Wilfrid Laurier: évolution et contenu (1841-1919)", dans Yvan Lamonde (dir.), *Combats libéraux au tournant du XX^e siècle*, Montréal, Fides, 1995, pp. 52-72.

s'inscrivent dans le sillage tracé par Laurier. Ils appuient les institutions démocratiques, aspirent au progrès par le développement économique, appellent de tous leurs vœux les investissements américains et défendent l'autonomie de l'État envers l'Église ⁵³.

Attardons-nous maintenant au sujet délicat des rapports entre l'Église et l'État. L'idéal libéral, en principe, propose la séparation des pouvoirs temporel et spirituel. La religion devient une affaire privée qui regarde uniquement la conscience de chacun tandis que le temporel relève de la raison et de la morale sociale. La logique de la raison doit alors guider l'orientation des états et il n'appartient pas à une religion de régir et de réglementer les institutions publiques. En conséquence, elles se doivent d'être séculières et n'accorder aucun traitement de faveur aux membres d'une confession religieuse. Cette logique s'applique à toutes les institutions d'État, dont le système d'éducation et les institutions d'aide sociale. Évidemment, l'Église catholique au Québec partage une autre vision de la séparation entre le spirituel et le temporel. Même si elle accepte la distinction entre société civile et société religieuse, elle a tendance à tracer une frontière qui réserve un espace étendu à la sphère religieuse et, si un désaccord survient, le pouvoir civil doit alors se plier aux vues du pouvoir religieux ⁵⁴. Ainsi, elle considère que le système public d'éducation et le domaine du bien-être social relèvent de son autorité première et confine le rôle de l'État à celui d'apporter une aide financière. Aux 19^e et 20^e siècles, elle défend jalousement son autorité sur ces institutions et lutte pouce par pouce contre une extension du rôle de l'État.

Avec la montée des idées libérales au début du XIX^e siècle, il y a prise de conscience au Bas-Canada de l'importance de l'éducation populaire pour former des citoyens éclairés. En 1829, 1832 et 1836, l'Assemblée législative vote des lois qui renforcent le contrôle de

⁵³ Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois, Le XX^e siècle, tome 1, 1898-1940*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 233-236; Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise*, op. cit., pp. 448-452, 574-587.

⁵⁴ Philippe Sylvain et Nive Voisine, *Histoire du catholicisme québécois, Réveil et consolidation, tome 2, 1840-1898*, Montréal, Boréal, 1991, pp. 366-369, 397-412; Jean Hamelin et Nicole Gagnon, op. cit., pp. 237-240.

l'État sur le système scolaire et réduit le rôle du clergé en éducation. Mais l'échec des insurrections de 1837-1838 et le réveil religieux qui suivit renversent la tendance et marquent le début d'une emprise de plus en plus marquée de l'Église au dépens de l'État sur le système d'éducation ⁵⁵. L'abolition du ministère de l'Instruction publique en 1876 marque le triomphe de l'emprise cléricale sur l'enseignement public. Au cours des mêmes années, l'Église consolide aussi ses positions dans le domaine de l'assistance sociale (hôpitaux, asiles, hospices, orphelinats) au détriment des pouvoirs publics.

Cette évolution marque évidemment un affaiblissement du libéralisme dans la société québécoise. Les élites politiques, notamment le parti conservateur, font ces importantes concessions pour avoir la paix avec le clergé catholique qui, à l'époque, étend son emprise sur la population. Le désir des conservateurs de se maintenir au pouvoir les pousse à compromettre certains de leurs principes libéraux. Mais il ne faudrait pas y voir l'abdication de leur libéralisme et une soumission complète au pouvoir cléricale. Le parti conservateur défend les institutions politiques libérales, croit au développement économique capitaliste ⁵⁶ et refuse l'implication directe du clergé en politique comme le souhaitent les ultramontains. Le parti libéral partage le même point de vue et en vient à adopter le compromis conservateur dans sa vision des rapports entre l'Église et l'État. De ses origines radicales, il conserve néanmoins des éléments qui concordent davantage avec le libéralisme et le différencient quelque peu du parti conservateur. C'est le cas de ses velléités d'abolir le Conseil législatif, d'interdire le double mandat (fédéral et provincial), d'élargir le suffrage électoral et d'impliquer davantage l'État en éducation (instruction gratuite et obliga-

⁵⁵ Cette évolution ne s'est pas faite sans résistances, du moins dans les années 1840. Voir Jean-Pierre Charland, «Le réseau d'enseignement public bas-canadien, 1841-1867": une institution de l'État libéral», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, no 4 (printemps 1987), pp. 505-535.

⁵⁶ Marcel Hamelin fait remarquer que pendant les dix premières années qui suivirent la Confédération les débats de l'Assemblée législative sont essentiellement orientés vers les problèmes économiques de la province, notamment la construction de chemins de fer (*Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974, p. 343).

toire, uniformité des manuels scolaires) ⁵⁷. En 1897, le gouvernement libéral de Félix-Gabriel Marchand tente bien de restaurer le ministère de l'Instruction publique mais le projet de loi est repoussé par le Conseil législatif, composé en majorité de conservateurs.

L'accélération de la croissance industrielle au début du 20^e siècle rend plus urgente une réforme du système d'éducation et remet à l'honneur les mesures d'accessibilité comme l'école gratuite, la fréquentation scolaire obligatoire et l'uniformité des manuels scolaires. Sous la pression des milieux d'affaires, les gouvernements libéraux mettent sur pied un réseau d'écoles techniques, commerciales et agricoles qui échappe à la tutelle des évêques. L'interventionnisme étatique se fait sentir aussi dans le domaine des services sociaux dont l'Église faisait traditionnellement une chasse-gardée. Malgré les craintes des milieux ecclésiastiques, le gouvernement adopte en 1921 une loi d'assistance publique qui marque l'entrée des pouvoirs publics dans le champ des services sociaux et de la santé. Les exigences de la société industrielle nécessitent un élargissement de l'autorité de l'État dans les services publics, ce qui a pour effet de miner le pouvoir clérical et ainsi contribuer au renforcement des valeurs libérales ⁵⁸.

Les milieux d'affaires francophones qui s'organisent au tournant du siècle sont aussi un lieu d'affirmation du libéralisme. Fondée en 1886-1887, la Chambre de commerce du district de Montréal devient rapidement le principal porte-parole de la communauté d'affaires francophone et réussit à s'imposer comme groupe de pression auprès des pouvoirs publics. Comme l'a démontré Fernande Roy, elle développe un discours qui valorise le progrès économique, la liberté individuelle,

⁵⁷ Marcel Hamelin, *op. cit.*, p. 281-312; Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. V, Louis Riel, Ed. Bernard Valiquette, p. 238; vol. VI, Les nationaux, Montréal, Ed. Bernard Valiquette, p. 100, 140; Ruby Heap, "Libéralisme et éducation au Québec à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles", dans Yvan Lamonde, *op. cit.*, pp. 102-108.

⁵⁸ C'est aussi la thèse que soutiennent Jean Hamelin et Nicole Gagnon dans leur synthèse sur l'histoire du catholicisme québécois: "Le pouvoir étatique ne cesse d'éroder les frontières de l'empire clérical... Les deux pouvoirs se respectent et se redoutent mais, dans les années 1920, le système clérical est acculé à la défensive" (*op. cit.*, p. 443).

la propriété privée, le système démocratique, l'harmonie des intérêts entre le capital et le travail et la séparation de l'Église et de l'État ⁵⁹. À l'instar des élites politiques, cette bourgeoisie d'affaires invite l'Église à demeurer dans la sphère religieuse, à l'écart des domaines économique et politique. Elle endosse aussi le compromis d'un système d'éducation relevant surtout du pouvoir religieux, tout en exigeant qu'il soit adapté à la société industrielle ⁶⁰. Outre la Chambre de commerce de Québec fondé en 1809, plusieurs chambres voient le jour au début du siècle dans les villes industrielles du Québec. Bien que nous manquions d'études à leur sujet, il y a tout lieu de croire qu'elles partagent l'orientation idéologique de la chambre montréalaise.

Pour diffuser leur vision libérale de la société, la bourgeoisie d'affaires et le parti libéral peuvent compter sur les quotidiens à grand tirage destinés au milieu populaire, qui sont fondés au début du siècle (La Presse, La Patrie, Le Soleil) ⁶¹. Le point de vue de ces quotidiens est relayé aux quatre coins du Québec par les hebdomadaires régionaux, surtout reliés au parti libéral. Cette presse diffuse une idéologie d'une mouture bien différente de celle qui prévaut dans les quotidiens clérico-conservateurs (L'Action sociale qui deviendra l'Action catholique en 1915, Le Devoir, Le Droit). D'ailleurs, ces derniers sont fondés pour faire contrepoids à la presse libérale car l'épiscopat craint leur influence pernicieuse auprès des masses ⁶². Comme l'ont démontré Ralph Heintzman pour le début du siècle et Claude Couture pour les années 1930, les grands quotidiens libéraux sont imprégnés des va-

⁵⁹ Fernande Roy, *op. cit.*, 301p.

⁶⁰ *Ibid.*, pp. 263-268.

⁶¹ En 1920, par exemple, ces quotidiens ont des tirages bien supérieurs aux journaux clérico-conservateurs: La Presse: 146,581; La Patrie: 27,716; Le Soleil: 42,492; Le Devoir: 14,520; L'Action catholique: 22,000 (Canadian Almanach and Directory, 1921, pp. 364-365).

⁶² "Lettre de Mgr Bruchési aux journaux de Montréal", 19 décembre 1898, dans Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *op. cit.*, p. 179.

leurs libérales classiques: ouverture à la modernité, défense de la propriété privée et du progrès économique, optique individualiste ⁶³.

Enfin, le libéralisme trouve appui également du côté des syndicats internationaux qui, comme on l'a vu, représentent une force sociale significative. Leur projet de société, qui prend forme dès le début du siècle, constitue une variante du libéralisme (plus progressiste) et s'apparente à ce qu'on appellerait de nos jours le travaillisme ou la social-démocratie. Estimant qu'il est possible de réformer la société libérale dans le sens des intérêts des travailleurs, ils supportent les institutions démocratiques et ne remettent pas en cause le système capitaliste. Ils proposent par contre une extension du rôle de l'État dans les sphères économique (nationalisation des services publics) et sociale (mesures de sécurité sociale) ⁶⁴. Leur modèle de société s'inscrit, avant la lettre, dans le courant keynésien qui s'impose dans plusieurs pays industrialisés après la crise économique de 1929.

Cet esprit keynésien imprègne également le gouvernement libéral d'Adélard Godbout qui dirige les destinées de la province de 1939 à 1944. Comme le gouvernement fédéral à l'époque, il adhère au courant néo-libéral qui traverse l'Occident à l'époque. On fait une entorse au laisser-faire traditionnel du libéralisme classique pour accepter un certain interventionnisme de l'État afin de régulariser le développement économique et assurer à la population un filet de protection sociale. Ainsi, en 1944, le gouvernement Godbout nationalise les compagnies de distribution d'électricité à Montréal et crée un Conseil d'orientation économique pour planifier le retour à l'économie de paix.

⁶³ Ralph Heintzman, op. cit.; Claude Couture, *La presse libérale au Québec entre 1929 et 1935. Analyse de contenu de la Presse, du Soleil et du Canada*, thèse de doctorat (histoire), Université de Montréal, 1987, 430p. (On retrouve en partie la thèse de l'auteur dans *Le mythe de la modernisation du Québec*, op. cit.). On peut ajouter aussi l'étude de Yves Roby qui montre une perception bien différente du développement économique entre les journaux libéraux et clérico-conservateurs (op. cit.).

⁶⁴ Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal, 1989, pp. 135-142, 161-163, 179-183, 253-262; Sylvie Murray et Élyse Tremblay, *Cent ans de solidarité. Histoire du Conseil des travailleuses et travailleurs du Montréal métropolitain*, Montréal, vlb éditeur, 1987, pp. 31-99.

Dans le domaine social, il accepte de participer aux programmes d'assurance chômage et d'allocations familiales proposés par le gouvernement fédéral et il prépare la mise en place d'un régime universel et provincial d'assurance santé ⁶⁵. Ses convictions démocratiques l'amènent aussi à donner le droit de vote aux femmes et à instituer l'instruction obligatoire jusqu'à 14 ans. De retour au pouvoir en 1944, le gouvernement de Maurice Duplessis dissout le Conseil d'orientation économique et la Commission d'assurance maladie. C'est que l'Union nationale, dès son arrivée au pouvoir en 1936, inscrit ses politiques dans un conservatisme proche de la pensée cléricale.

Le libéralisme représente donc un courant idéologique vigoureux au Québec depuis la fin du 18^e siècle. Il n'est pas mort avec l'échec des insurrections de 1837-1838 ou le recul des libéraux radicaux (Rouges) dans les années 1850. Il se manifeste sous un jour plus modéré, porté par une petite et moyenne bourgeoisie francophone. Elle s'appuie sur les associations de gens d'affaires pour faire valoir ses intérêts et surtout contrôle les deux grandes formations politiques. Pour diffuser sa vision sociale, elle détient les principaux organes de presse dans les grands centres et de nombreux hebdomadaires régionaux. Son libéralisme, dans ses composantes majeures, reçoit le support du syndicalisme international.

Bien que certaines valeurs puissent converger, on aurait tort d'identifier les orientations idéologiques de la bourgeoisie avec celles du pouvoir cléricale. Marqué par le modèle de chrétienté médiévale et inspiré des penseurs de la contre-Révolution française, le clergé catholique propose une conception de l'homme et de la société où il privilégie les valeurs morales et religieuses, l'autorité, la conservation, la hiérarchie sociale, le travail agricole et la supériorité de l'Église sur l'État. Pour sa part, la bourgeoisie inscrit ses valeurs fondamentales dans l'esprit du libéralisme qui repose sur la croyance que l'être humain est, en raison de sa nature, un être libre et autonome et qu'il possède en lui

⁶⁵ Yves Vaillancourt, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1988, pp. 124-125, 171-177.

les éléments essentiels de sa conduite ⁶⁶. De là l'affirmation de principes fondamentaux que sont la liberté, l'individualisme, l'égalité (naturelle), la propriété et le progrès. Il en découle une conception de l'organisation politique qui fait reposer le pouvoir sur le consentement populaire (système démocratique) et une théorie de l'aménagement économique basée sur le soutien envers la propriété privée, la liberté d'entreprise et la liberté de commerce. En principe, la bourgeoisie souscrit au libéralisme religieux, mais, en pratique, elle accorde des privilèges à l'Église catholique (et aux églises protestantes) dans les institutions publiques. De ce compromis, on ne doit pas conclure à la répudiation par la bourgeoisie de l'ensemble des valeurs libérales.

La Révolution tranquille ne représente donc pas la fin de la "grande noirceur" et l'entrée du Québec dans la modernité. Comme nous l'avons démontré à l'aide de plusieurs travaux, le Québec s'industrialise et s'urbanise au rythme des autres sociétés nord-américaines depuis le début du 20^e siècle. En outre, la société francophone comporte une structure sociale diversifiée et elle est traversée par un vigoureux courant libéral. Elle est donc sensible depuis longtemps aux forces issues du processus industriel et elle intègre les influences nord-américaines à son développement.

Toutefois, il ne faudrait pas conclure de notre démarche que la Révolution tranquille est un événement mineur dans l'histoire du Québec. Au contraire, ces années témoignent d'une évolution rapide et de changements sociaux profonds qui marquent un virage dans l'histoire du Québec. L'évolution la plus significative touche le recul de l'in-

⁶⁶ Notre compréhension du libéralisme est tirée principalement de Georges Burdeau, *Le libéralisme*, Paris, Ed. du Seuil, 1979, 296p.; André Vachet, *L'idéologie libérale: l'individu et sa propriété*, Paris, Anthropos, 1970; Raymond Polin et Claude Polin, *Le libéralisme: espoir ou péril*, Paris, La Table Ronde, 1984, 370p.; J. Salwyn Schapiro, *Liberalism: Its meaning and History*, New York, Van Nostrand Reinhold Company, 1958, 191p.; Jean Touchard, *Histoire des idées politiques*, tome 2, Paris, Presses Universitaires de France, 1970, 870p.; Maurice Duverger, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, tome 1, *Les grands systèmes politiques*, 1971, Paris, Presses Universitaires de France, 520p.

fluence cléricale et la sécularisation de la société. Contrairement aux décennies antérieures, l'Église, aux plans idéologique et politique, en vient à représenter une bien faible contrepartie aux forces libérales. Si on poursuit le raisonnement développé dans ce travail, les années 1960 marquent donc le triomphe complet du modèle libéral de société. C'est le moment aussi où l'État étend considérablement son champ d'intervention et où le nationalisme québécois commence à remplacer le sens d'identité canadienne-française.

Même si nous insistons dans ce texte pour relever les similitudes entre l'histoire du Québec et celle du reste du continent nord-américain, ce n'est pas notre intention de minimiser indûment les traits conservateurs de la société francophone ou de chercher à montrer qu'elle a évolué "normalement" ⁶⁷. Par certains de ses traits, son histoire est distincte dans l'ensemble nord-américain ⁶⁸, notamment par la culture

⁶⁷ La normalité serait l'objectif poursuivi par bon nombre d'historiens québécois selon Ronald Rudin et Jocelyn Létourneau. Nous croyons plutôt qu'elle résulte bien davantage de questionnements nouveaux et d'une recherche documentées sur l'histoire du Québec contemporain. Si ce n'est pas le cas, comment alors expliquer qu'elle se situe à contre-courant du nationalisme québécois et qu'elle ne valorise pas la spécificité de son identité comme le ferait tout bon courant nationaliste. Comme nous l'avons fait remarquer au début de ce texte, l'intérêt pour l'histoire du Québec contemporain est récent. La thèse traditionnelle du "retard" repose sur une recherche bien mince et elle est articulée dans un contexte "d'impatience" envers le duplessisme et le conservatisme ambiant. D'autre part, Rudin et Létourneau se méprennent en prétendant que les "révisionnistes" essaient d'occulter le conservatisme de la société québécoise traditionnelle. En général, leurs travaux en font état; là où ils se distinguent de leurs devanciers, c'est en tentant d'intégrer à leur analyse d'autres dimensions de la société et de proposer une vision plus complète de son développement. Ils ne nient pas son conservatisme (c'est notre cas), mais en relativisent la présence (Ronald Rudin, "Revisionism and the Search for a Normal Society... op. cit., pp. 30-61; Jocelyn Létourneau, "La production historique...", op. cit.).

⁶⁸ Évidemment, on peut s'interroger sur la notion de société "normale" ou "distincte". La normalité est un concept bien relatif et toute société comporte des traits distinctifs. Mais dans le contexte nord-américain les caractéristiques particulières du Québec sont suffisamment accentuées pour que nous utilisions l'épithète distinct.

française qui l'habite, par l'influence profonde du clergé catholique et par son statut minoritaire dans l'ensemble canadien. Nous en convenons à la suite de très nombreux travaux historiques qui ont souvent fait de ces caractéristiques les seuls éléments déterminants d'explication de l'évolution du Canada français. C'était fréquemment la norme parmi les historiens francophones jusqu'aux années 1960 et on les retrouve encore souvent, comme élément central d'explication, dans les travaux historiques provenant de l'extérieur du Québec ⁶⁹.

La nouvelle recherche historique qui est apparue au Québec depuis les années 1970, s'inscrit pour beaucoup dans l'histoire économique et sociale. Elle a tendance à privilégier les explications plus structurelles, relevant des transformations de l'économie et de la stratification de la société. Les facteurs politiques et culturels jouent alors un rôle plus effacé dans l'interprétation du passé. Cette nouvelle approche, jointe à une recherche documentaire plus systématique et au recours aux méthodes quantitatives, a permis d'insérer l'histoire du Québec dans l'évolution de l'économie continentale et de pouvoir rendre compte du caractère diversifié de sa structure sociale. Il en découle, comme nous l'avons fait ressortir dans ce texte, des similitudes de développement avec les sociétés environnantes. Mais on aurait tort de conclure à un cheminement identique. Par certains traits, l'évolution du Québec comporte des similitudes, par d'autres, elle se distingue. Pour résumer notre pensée, nous dirions que l'historiographie récente a permis d'élargir notre connaissance du Québec en le présentant à la fois comme une société distincte et diversifiée.

Fin du texte

⁶⁹ On en trouve un bel exemple récent dans l'ouvrage de Marc Egnal qui compare le développement économique du Nord-Est et du Sud-Est des États-Unis avec celui du Québec (*Divergent Paths. How Culture and Institutions Have Shaped North American Growth*, New York, Oxford University Press, 1996, 300p.).